

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE
2555/GR-HA

entre la

RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

et la

BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT
en sa qualité d'Administrateur de la Facilité Non Remboursable
de la Banque Interaméricaine de Développement

Services d'Aide aux Entreprises et de Formation
Programme d'Investissement

26 septembre 2011

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE

CLAUSES SPECIALES

INTRODUCTION

Parties, Objet, Parties Intégrants et Organisme d'Exécution

1. PARTIES ET OBJET DE L'ACCORD

ACCORD signé le 26 septembre 2011 entre la RÉPUBLIQUE D'HAÏTI, dénommée ci-après le « Bénéficiaire », et la BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT, ci-après dénommée la « Banque », en sa qualité d'Administrateur de la Facilité Non Remboursable de la Banque, afin de coopérer à l'exécution d'un programme d'investissement de services d'aide aux entreprises et de formation, ci-après dénommé le « Programme ». Les aspects principaux du Programme sont décrits dans l'Annexe, ci-après dénommé « l'Annexe ».

2. PARTIES INTÉGRANTES DE L'ACCORD ET RÉFÉRENCE AUX NORMES GÉNÉRALES

(a) Le présent Accord est composé des Clauses Spéciales, des Normes Générales, et de l'Annexe, qui s'y ajoutent. Si une disposition des Clauses Spéciales ou de l'Annexe n'est pas conforme aux Normes Générales ou est en contradiction avec les dites Normes Générales, c'est cette disposition des Clauses Spéciales ou de l'Annexe qui prévaut. En cas de défaut de conformité ou de contradiction entre les dispositions des Clauses Spéciales ou de l'Annexe, c'est le principe selon lequel la disposition spécifique prévaut sur la disposition générale qui s'applique.

(b) Les Normes Générales établissent de façon détaillée les dispositions des procédures faisant référence à l'application des clauses relatives aux décaissements ainsi qu'aux autres dispositions concernant l'exécution du Programme. Les Normes Générales comprennent également des définitions à caractère général.

3. ORGANISME D'EXECUTION

Les parties conviennent que l'exécution du Programme sera réalisée par le Bénéficiaire par l'intermédiaire du Fonds de Développement Industriel, une institution spécialisé de la Banque de la République d'Haïti « BRH », ci-après dénommée « l'Organisme d'Exécution » ou « FDI », dont le Bénéficiaire certifie la capacité légale et financière d'agir comme tel.

CHAPITRE I

Coût et Financement Non Remboursable

CLAUSE 1.01. Coût du Programme. Le coût total du Programme est estimé à la contre-valeur de douze millions cinq cent dix mil dollars des États-Unis d'Amérique (ÉU\$12.510.000). A moins que l'Accord n'en dispose autrement, le terme « dollars » désigne

ci-après la monnaie qui a cours légal aux États-Unis d'Amérique. L'Annexe de cet Accord inclut le budget du Programme avec la ventilation par catégorie d'investissement et sources de financement.

CLAUSE 1.02. Montant du financement non remboursable. Aux termes du présent Accord, la Banque s'engage à accorder au Bénéficiaire, et celui-ci accepte, un financement non remboursable, ci-après dénommé la « Contribution », sur les ressources de la Facilité Non Remboursable de la Banque, à concurrence d'un montant de onze millions de dollars (É\$11.000.000), faisant partie desdites ressources.

CLAUSE 1.03 Ressources additionnelles. (a) Conformément à l'Article 6.04 des Normes Générales, le Bénéficiaire s'engage à apporter en temps opportun, les apports nécessaires, ci-après « l'Apport », en complément à la Contribution, pour l'exécution complète et ininterrompue du Programme ; (b) Le Programme comptera avec les contributions attendues des bénéficiaires ultimes du Programme jusqu'au montant de un million cinq cent dix mil dollars (É\$1.510.000), qui seront destinés au financement des catégories qui, à charge desdits montants, sont établies dans le budget du Programme apparaissant dans l'Annexe.

CHAPITRE II

Décaissements

CLAUSE 2.01. Monnaies des décaissements de la Contribution et utilisation des fonds. (a) Le montant de la Contribution sera décaissé en dollars ou sa contre-valeur en d'autres monnaies faisant partie des ressources de la Facilité Non Remboursable de la Banque, à l'exception de celle de la République d'Haïti.

(b) Les ressources de la Contribution ne peuvent être utilisées que pour le paiement de biens et de services et pour toutes autres fins indiquées dans le présent Accord. Les biens et services doivent être originaires des pays membres de la Banque et devront être acquis selon les procédures prévues dans cet Accord.

CLAUSE 2.02 Conditions spéciales préalables au premier décaissement. Le premier décaissement de la Contribution est subordonné à la présentation, à la satisfaction de la Banque, en plus des conditions préalables stipulées à l'Article 3.01 des Normes Générales, des conditions suivantes :

- (i) la signature et l'entrée en vigueur d'un Protocole d'Accord entre le Ministre de l'Économie et des Finances de la République d'Haïti et le FDI pour l'exécution du Programme ;
- (ii) la désignation officielle par le FDI d'une équipe de gestion du Programme et du chef du Programme ;
- (iii) la sélection par le FDI de l'entreprise spécialisée (ES) qui appuiera le FDI dans la gestion technique du Programme ; et

- (iv) l'entrée en vigueur du Règlement Opérationnel du Programme convenu avec la Banque.

CLAUSE 2.03. Remboursement de dépenses imputables à la Contribution. Le Bénéficiaire, avec l'assentiment de la Banque, pourra utiliser les ressources de la Contribution pour rembourser des dépenses effectuées ou pour financer les dépenses qui seront effectuées au titre du Programme à compter du 2 août 2011 et jusqu'à la date du présent Accord, pourvu qu'aient été remplies des conditions substantiellement analogues à celles fixées dans ce même instrument.

CLAUSE 2.04. Délai du dernier décaissement. Le délai pour le dernier décaissement des ressources de la Contribution sera de cinquante quatre (54) mois, décomptés à partir de la date d'entrée en vigueur de cet Accord.

CLAUSE 2.05. Taux de change. Aux effets des dispositions de l'Article 4.01(b) des Normes Générales de cet Accord, les parties conviennent que le taux de change applicable est celui indiqué à l'alinéa (b)(ii) dudit article.

CHAPITRE III

Exécution du Programme

CLAUSE 3.01. Passation des marchés de biens. Les passations des marchés de biens seront subordonnées aux dispositions établies dans le Document GN-2349-9 (Politiques de passation des marchés de travaux et biens financés par la Banque Interaméricaine de Développement) daté du mois de mars 2011 (dispositions ci-après dénommées les « Politiques de Passation des Marchés »), et aux dispositions contenues dans le Document OP-387-1 (Dispositions spéciales de passation des marchés pour répondre à la situation d'urgence occasionnée par le tremblement de terre du 12 janvier 2010 en République d'Haïti), que le Bénéficiaire et l'Organisme d'Exécution déclarent connaître, et de façon complémentaire, par les dispositions suivantes :

(a) Appel d'offres international : A partir d'un montant estimé égal ou supérieur à deux cent cinquante mille dollars (ÉU\$250.000) pour les marchés de biens, les contrats seront adjugés conformément aux dispositions de la Section II des Politiques de Passation des Marchés et du Document OP-387-1.

(b) Autres méthodes des passations des marchés : Toutes les autres passations des marchés non comprises dans l'alinéa (a) ci-dessus, se feront conformément aux dispositions de la Section III des Politiques de Passation des Marchés et du Document OP-387-1.

(c) Information à mettre à la disposition de la Banque : L'Organisme d'Exécution s'engage à réaliser les passations des marchés de biens conformément aux plans généraux, aux cahiers des charges, aux caractéristiques techniques, aux budgets et autres documents nécessaires à l'acquisition, y compris les directives spécifiques et autres documents nécessaires à l'appel d'offres.

(d) Examen des décisions concernant les passations de marchés :

- (i) Planification des passations des marchés : Avant de lancer un appel d'offres pour l'octroi d'un contrat, l'Organisme d'Exécution doit présenter à l'examen et à l'approbation de la Banque, le Plan de Passation des Marchés proposé pour le Programme, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'Appendice 1 des Politiques de Passation des Marchés. Ce plan devra être actualisé au moins annuellement pendant la période d'exécution du Programme et chaque version actualisée sera présentée à l'examen et à l'approbation de la Banque. Les passations des marchés des biens seront réalisées d'après le Plan de Passation des Marchés approuvé par la Banque et les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus indiquées.
- (ii) Examen préalable : Les passations des marchés de biens à effectuer pour ce Programme seront révisées par la Banque de manière préalable (*ex ante*) d'après les dispositions établies dans les paragraphes 2 et 3 de l'Appendice 1 des Politiques de Passation des Marchés, sous réserve que la Banque et le Bénéficiaire en décident autrement.

CLAUSE 3.02 Recrutement et sélection de services de consultants. Le recrutement de services de consultants sera subordonné aux dispositions établies dans le Document GN-2350-9 (Politiques pour la sélection et recrutement de consultants financés par la Banque Interaméricaine de Développement) daté du mois de mars 2011 (dorénavant dénommé les « Politiques de Consultants »), et aux dispositions contenues dans le Document OP-387-1 (Dispositions spéciales de passation des marchés pour répondre à la situation d'urgence occasionnée par le tremblement de terre du 12 janvier 2010 en République d'Haïti), que le Bénéficiaire et l'Organisme d'Exécution déclarent connaître, et de façon complémentaire, par les dispositions suivantes :

(a) Sélection fondée sur la qualité et le coût (SFQC) : À moins que le Bénéficiaire et la Banque n'en conviennent autrement, la sélection et le recrutement de services de consultants seront effectués moyennant des contrats adjugés conformément aux dispositions de la Section II des Politiques de Consultants applicables à la sélection de consultants fondée sur la qualité et le coût, et du Document OP-387-1. Aux fins des dispositions du paragraphe 2.7 des Politiques de Consultants, en cas des contrats de services de consultants dont le coût est estimé à moins de l'équivalent de cent mille dollars (ÉU\$100.000), les listes courtes des consultants peut être compris dans son intégralité à des consultants ou des cabinets de conseil qui sont ressortissants de la République d'Haïti.

(b) Autres méthodes de sélection et recrutement de services de conseil : Les méthodes suivantes de sélection différentes de celle indiquée au paragraphe (a) antérieur, pourront être utilisées pour l'engagement de consultants qui, d'après la Banque, réunissent les conditions établies dans ces politiques pour son utilisation : (i) sélection fondée sur la qualité ; (ii) sélection dans le cadre d'un budget déterminé ; (iii) sélection "au moindre coût" ; (iv) sélection fondée sur les qualifications des consultants ; (v) sélection par entente directe ; (vi) pratiques commerciales ; (vii) sélection de catégories particulières ; et (viii) sélection des consultants individuels.

(c) Examen des décisions concernant les passations de marchés :

- (i) Planification de sélection et recrutement : Avant de lancer un appel à propositions, l'Organisme d'Exécution devra présenter à l'examen et approbation de la Banque, le Plan de Passation de Marchés proposé pour le Programme. Ce Plan devra inclure le coût estimé pour chaque contrat, les critères de sélection et les procédures qui seront applicables, conformément au paragraphe 1 de l'Appendice 1 des Politiques de Consultants. Ce Plan devra être actualisé annuellement, à moins que la Banque et le Bénéficiaire en décident autrement, pendant la période d'exécution du Programme, et chaque version actualisée sera présentée à l'examen et à l'approbation de la Banque. Les passations des marchés des services de consultants seront réalisées d'après le Plan de Passation des Marchés approuvé par la Banque et ses actualisations correspondantes.
- (ii) Examen préalable : Les passations de marchés de services de consultants à effectuer pour ce Programme seront révisées par la Banque de manière préalable (*ex ante*) d'après les dispositions établis dans les paragraphes 2 et 3 de l'Appendice 1 des Politiques de Consultants sous réserve que la Banque et le Bénéficiaire en décident autrement.

CLAUSE 3.03. Rapport d'évaluation *ex post*. A la requête de la Banque, le Bénéficiaire devra présenter à la Banque toutes les informations nécessaires pour préparer une éventuelle évaluation *ex post* du Programme, tirer des leçons pour des projets futurs, ou pour préparer un rapport d'achèvement de Programme. Le FDI devra conserver toutes les informations administratives pertinentes disponibles afin de faciliter cette évaluation.

CHAPITRE IV

Registres, inspections, rapports et collaboration

CLAUSE 4.01. Registres, inspections et rapports. (a) Le Bénéficiaire s'engage à : tenir les registres, permettre les inspections et présenter les rapports, maintenir un système d'information financière et une structure de contrôle interne acceptables par la Banque, et auditer et présenter à la Banque les états financiers et autres rapports audités, conformément aux dispositions du présent Chapitre et du Chapitre VII des Normes Générales.

(b) Le Bénéficiaire devra présenter des rapports semestriels d'avancement dans les soixante (60) jours suivant la fin de chaque semestre calendaire. Ces rapports devront être élaborés par l'Organisme d'Exécution et comporter les informations suivantes relatives aux aspects techniques : (i) avancement des travaux dans chacune des composantes du Programme ; (ii) rapport de supervision des travaux de chacune des sous-composantes ; (iii) indicateurs de résultats ; (iv) rapport d'activités et résultats de l'Organisme d'Exécution ; et (v) tout autre aspect ou considération technique sur l'avancement et la réalisation technique des résultats du Programme. Le rapport semestriel devra comprendre une section sur l'état des aspects administratifs et financiers préparée par l'Organisme d'Exécution qui comprendra, sous réserve de toute autre disposition de la Banque en la matière, les informations suivantes : (i) état des

procédures de recrutement, (ii) état des procédures d'acquisition de biens et de services, et (iii) rapport sur la supervision des travaux réalisés dans chacun des contrats d'installation.

CLAUSE 4.02. Supervision de l'exécution du Programme. (a) La Banque utilisera le plan d'exécution du Programme auquel se réfère l'Article 3.01 (d) (i) des Normes Générales comme un instrument de supervision de l'exécution du Programme. Ledit plan devra se baser sur le plan d'acquisition dont traitent les Clauses 3.01 (d)(i) et 3.02 (c)(i) des présentes Clauses Spéciales, et devra comprendre la planification complète du Programme, incluant également le chemin critique des actions qui devront être exécutées pour que les ressources de la Contribution soient décaissées dans le délai prévu dans la Clause 2.04 des présentes Clauses Spéciales.

(b) Le plan d'exécution du Programme devra être actualisé lorsque nécessaire, en particulier lorsque se produiront des changements significatifs impliquant ou pouvant impliquer des retards dans l'exécution du Programme. Le Bénéficiaire devra informer la Banque des actualisations du plan d'exécution du Programme, au plus tard lors de la présentation du rapport semestriel de progrès correspondant.

CLAUSE 4.03. États financiers et autres rapports. Le Bénéficiaire s'engage à ce que, par son intermédiaire ou celui de l'Organisme d'Exécution, soient présenté(s) les rapports suivants :

(a) Dans les cent vingt (120) jours suivant la clôture de chaque exercice économique de l'Organisme d'Exécution et dans le délai imparti pour les décaissements de la Contribution, les états financiers audités du Programme, dûment rapportés par une entreprise d'audit indépendante acceptable par la Banque. Le dernier desdits rapports sera présenté dans les cent vingt (120) jours suivant la date stipulée pour le dernier décaissement de la Contribution.

(b) Dans les soixante (60) jours suivant la date d'échéance de chaque semestre, des rapports semestriels de révision indépendante des transactions contenues dans les requêtes de décaissements approuvées durant la période.

CHAPITRE V

Dispositions diverses

CLAUSE 5.01. Entrée en vigueur de l'Accord. (a) Les parties conviennent que le présent Accord entrera en vigueur à la date à laquelle il acquiert plein effet juridique selon les normes de la République d'Haïti. Le Bénéficiaire s'engage à notifier par écrit à la Banque la date d'entrée en vigueur du présent Accord, en accompagnant la notification de justificatifs prouvant l'entrée en vigueur.

(b) Si dans un délai d'un (1) an à compter de la date de signature du présent Accord, celui-ci n'est pas entré en vigueur, toutes les dispositions, offres et attentes de droit qu'il contient seront réputées inexistantes à toutes fins juridiques sans nécessiter de notification et, par conséquent, la responsabilité d'aucune des parties ne sera engagée.

CLAUSE 5.02. Achèvement de l'Accord. Le décaissement de la Contribution mettra fin au présent Accord, sauf en ce qui concerne des obligations pour lesquelles les parties peuvent prévoir un délai supérieur.

CLAUSE 5.03. Validité. Les droits et obligations conférés par le présent Accord sont valides et exigibles, conformément à ses termes, indépendamment des lois d'un pays déterminé.

CLAUSE 5.04. Communications. Tous les avis, demandes, communications ou notifications que les parties doivent s'adresser en vertu du présent Accord seront présentés par écrit et seront considérés comme ayant été présentés au moment où le document correspondant sera remis à son destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous, à moins que les parties n'en conviennent autrement par écrit.

Pour le Bénéficiaire :

Adresse postale :

Ministère de l'Économie et des Finances
Avenue Charles Summer #5
Port-au-Prince, Haïti

Télécopie : N/A

Pour toutes questions concernant l'exécution du Programme :

Adresse postale :

Fonds de Développement Industriel
Rue François Impasse Burr # 3, Musseau
Port-au-Prince, Haïti

Télécopie : N/A

Pour la Banque :

Adresse postale :

Banque Interaméricaine de Développement
1300 New York Avenue, N.W.
Washington, D.C. 20577
Etats-Unis d'Amérique

Télécopie : (202) 623-3096

CHAPITRE VI

Arbitrage

CLAUSE 6.01. **Engagement en faveur de l'arbitrage.** Pour la résolution de tout différend qui pourrait résulter du présent Accord et qui ne pourrait être résolu par accord entre les parties, celles-ci s'engagent à se soumettre de façon inconditionnelle et irrévocable à la procédure et à la sentence du Tribunal Arbitral visées au Chapitre IX des Normes Générales.

EN FOI DE QUOI, le Bénéficiaire et la Banque, agissant chacun par l'intermédiaire de leur représentant dûment habilité à cet effet, signent le présent Accord en deux exemplaires de même teneur à Port-au-Prince, République d'Haïti, à la date indiquée ci-dessus.

REPUBLIQUE D'HAÏTI

BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE
DÉVELOPPEMENT

/s/ Ronald Baudin

/s/ Eduardo Marques Almeida

Ronald Baudin
Ministre de l'Économie et des Finances

Eduardo Marques Almeida
Représentant Résident de la Banque en Haïti

DEUXIÈME PARTIE

NORMES GÉNÉRALES

CHAPITRE I

Application des Normes Générales

Article 1.01 Application des Normes Générales. Les présentes Normes Générales s'appliquent aux accords de financement non remboursables que la Banque Interaméricaine de Développement signe avec ses bénéficiaires, et leurs dispositions font partie intégrante du présent Accord.

CHAPITRE II

Définitions

Article 2.01 Définitions. Aux fins des engagements contractuels entre les parties, les définitions ci-après sont adoptées :

(a) « Accord » signifie l'ensemble des Clauses Spéciales, des Normes Générales et des Annexes de cet accord de financement non remboursable.

(b) « Avance de Fonds » signifie le montant des ressources avancées par la Banque au Bénéficiaire, provenant des ressources de la Contribution, pour couvrir les dépenses éligibles du Projet, conformément aux dispositions de l'Article 3.06 des présentes Normes Générales.

(c) « Banque » signifie la Banque Interaméricaine de Développement.

(d) « Bénéficiaire » signifie la partie au bénéfice de laquelle la Contribution est mise à disposition.

(e) « Clauses Spéciales » signifie l'ensemble des clauses qui composent la première partie de cet Accord et qui contiennent les éléments spécifiques à chaque opération.

(f) « Contribution » signifie les fonds que la Banque accepte de mettre à la disposition du Bénéficiaire pour contribuer à la réalisation du Projet.

(g) « Groupe de la Banque » signifie la Banque, la Société Interaméricaine d'Investissement et le Fonds Multilatéral des Investement.

(h) « Normes Générales » signifie l'ensemble des articles qui composent la deuxième partie du présent Accord et qui reflètent les politiques fondamentales de la Banque applicables uniformément à ses accords correspondants aux financements non remboursables.

(i) « Organisme Contractant » signifie l'entité ayant la capacité juridique de signer le contrat pour la passation des marchés de biens et de travaux avec l'entrepreneur, le fournisseur, et la société de conseil ou le consultant, selon le cas.

(j) « Organisme(s) d'Exécution » signifie l'organisme (les organismes) chargé(s) d'exécuter le Projet, dans sa totalité ou en partie.

(k) « Période de Clôture » signifie le délai de quatre-vingt dix (90) jours à partir de la date stipulée pour le dernier décaissement de la Contribution, pour finaliser les paiements restants dus aux tiers, présenter la justification finale des dépenses effectuées, rapprocher les registres et reverser à la Banque les ressources de la Contribution décaissées et non justifiées, conformément aux dispositions de l'Article 3.07 des présentes Normes générales.

(l) « Pratiques Interdites » signifie les pratiques définies à l'Article 5.03 de présentes Normes Générales.

(m) « Projet » signifie le programme ou projet pour lequel est accordée la Contribution.

CHAPITRE III

Normes relatives aux Décaissements

Article 3.01 Conditions Préalables au Premier Décaissement. Le premier décaissement de la Contribution est subordonné à la réalisation des conditions suivantes, à la satisfaction de la Banque :

(a) La Banque devra avoir reçu un ou plusieurs rapports juridiques circonstanciés qui établissent, en indiquant les dispositions constitutionnelles, légales et réglementaires pertinentes, que les obligations contractées par le Bénéficiaire dans l'Accord, sont valables et exécutoires. Ces rapports devront en outre se référer à toutes les questions juridiques que la Banque estimera raisonnablement pertinentes.

(b) Le Bénéficiaire, directement ou par l'intermédiaire de l'Organisme d'Exécution éventuel, devra avoir désigné un ou plusieurs fonctionnaires pouvant le représenter dans tous les actes relatifs à l'exécution de l'Accord et il devra avoir fait parvenir à la Banque des copies authentifiées des signatures desdits représentants. Si deux ou plusieurs fonctionnaires sont désignés, le Bénéficiaire devra indiquer si ceux-ci peuvent agir séparément ou conjointement.

(c) Le Bénéficiaire, directement ou par l'intermédiaire de l'Organisme d'Exécution éventuel, devra avoir présenté à la Banque un rapport initial préparé selon les directives données par la Banque et qui en plus d'autres informations que la Banque pourrait raisonnablement

demander conformément au présent Accord, devra comprendre : (i) un plan d'exécution du Projet, les plans, caractéristiques techniques et cahier des charges jugés nécessaires de l'avis de la Banque ; (ii) un calendrier d'exécution des travaux ; (iii) un état de l'origine et de l'utilisation des fonds comprenant un calendrier détaillé d'investissements, conforme aux catégories d'investissement figurant dans cet Accord, et l'indication des apports annuels nécessaires des différentes sources de financement avec lesquelles le Projet sera financé ; et (iv) le format des rapports relatifs à l'exécution du Projet visés à l'Article 7.03 des présentes Normes Générales. Lorsque l'Accord prévoit l'autorisation de dépenses antérieures à sa signature ou à celle de la Résolution approuvant le financement non remboursable, le rapport initial devra inclure un état des investissements et, conformément aux objectifs du Projet, une description des travaux exécutés dans le cadre du Projet ou un état des crédits accordés, selon le cas, jusqu'à une date immédiatement antérieure à celle du rapport.

(d) Le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution aura démontré à la Banque qu'il possède un système d'information financière et une structure de contrôle interne appropriés pour remplir les objectifs indiqués dans le présent Contrat.

Article 3.02 Délai prévu pour que soient remplies les Conditions Préalables au Premier Décaissement. Si dans un délai de cent quatre-vingts (180) jours à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord ou d'un délai plus long convenu par écrit entre les Parties, les conditions préalables au premier décaissement stipulées à l'Article 3.01 des présentes Normes Générales et aux Clauses Spéciales, n'ont pas été remplies, la Banque pourra mettre fin au présent Accord en donnant notification au Bénéficiaire.

Article 3.03 Conditions de tout Décaissement. Avant que la Banque puisse effectuer chaque décaissement, il faudra : (a) que le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution éventuel ait présenté par écrit, ou par l'intermédiaire de moyens électroniques, dont la forme et conditions ont été spécifiés par la Banque, une demande de décaissement et fourni à la Banque, à l'appui de ladite demande, les documents pertinents et autres pièces que celle-ci peut lui avoir demandées ; (b) que le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution éventuel ait ouvert et maintienne ouvert un ou plusieurs comptes bancaires dans une institution financière dans laquelle la Banque fera les décaissements de la Contribution ; (c) sauf mention contraire de la Banque, que les demandes soient présentées au plus tard trente (30) jours civils avant la date d'expiration du délai applicable aux décaissements ou de la prorogation de celui-ci, que le Bénéficiaire et la Banque auront convenu par écrit ; et (d) qu'aucune des circonstances décrites à l'Article 5.01 des présentes Normes Générales ne se soit produite.

Article 3.04 Procédure de Décaissement. La Banque pourra procéder à des décaissements sur les ressources de la Contribution : (a) en virant directement au Bénéficiaire les sommes auxquelles il a droit d'après cet Accord et conformément aux modalités de remboursement des dépenses et d'avance de fonds décrits aux Articles 3.05 et 3.06 des présentes Normes Générales ; (b) en effectuant des paiements à des tiers au compte du Bénéficiaire ; et (c) par toute autre méthode dont les parties conviennent par écrit. Tous les frais bancaires au titre des décaissements sont à la charge du Bénéficiaire. A moins que les parties n'en conviennent autrement, les décaissements ne seront jamais inférieurs à la contre-valeur de cinquante mille dollars des États-Unis d'Amérique (US\$50.000) chacun.

Article 3.05 Remboursement de frais. (a) Une fois réalisées les conditions prévues dans les Articles 3.01 et 3.03 des présentes Normes Générales et les conditions appropriées des Clauses Spéciales, la Banque pourra effectuer le décaissement des ressources de la Contribution pour rembourser au Bénéficiaire ou à l'Organisme d'Exécution, selon le cas, les dépenses éligibles effectuées pour l'exécution du Projet, conformément aux dispositions du présent Accord.

(b) Sauf accord exprès entre les parties, les demandes de décaissement pour rembourser les frais engagés par le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, en accord avec le point (a) précédent, devront être soumises dans les meilleurs délais, à mesure que le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution encourt lesdites dépenses ou, au plus tard, dans les soixante (60) jours calendaires qui suivent la fin de chaque semestre ou dans tout autre délai convenu par les parties.

Article 3.06. Avance de fonds. (a) Une fois réalisées les conditions prévues dans les Articles 3.01 et 3.03 des présentes Normes Générales et les conditions appropriées des Clauses Spéciales, la Banque pourra effectuer des décaissements sur les ressources de la Contribution afin d'avancer des ressources au Bénéficiaire ou à l'Organisme d'Exécution, selon le cas, pour couvrir les dépenses éligibles du Projet, conformément aux dispositions du présent Accord.

(b) Le montant maximum de chaque avance de fonds sera fixé par la Banque à partir des besoins de liquidité du Projet pour couvrir les prévisions périodiques de dépenses, conformément au point (a) précédent. En aucun cas le montant maximum d'une avance de fonds ne pourra excéder la somme nécessaire pour le financement desdites dépenses, pendant une période maximum de six (6) mois, conformément au calendrier détaillé des investissements, au flux des ressources nécessaires à ces fins et à la capacité démontrée du Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, pour utiliser les ressources de la Contribution.

(c) La Banque pourra : (i) augmenter le montant maximum d'une avance de fonds en vigueur lorsque apparaîtront des besoins immédiats de liquidité si elle les juge mérités, et si elle reçoit une sollicitation justifiée et un état des dépenses programmées pour l'exécution du Projet correspondant à la période d'avance de fonds en vigueur ; ou (ii) effectuer une nouvelle avance de fonds en se basant sur le point (b) précédent, lorsqu'auront été justifiés, au minimum, quatre-vingt pour cent (80%) du solde total cumulé des avances de fonds antérieures.

(d) La Banque pourra également réduire ou annuler le solde total accumulé des avances de fonds, si elle détermine que les ressources décaissées de la Contribution n'ont pas été utilisées ou justifiées en bonne et due forme et en temps voulu à la Banque, conformément aux dispositions prévues dans le présent Accord.

Article 3.07. Période de Clôture. Pendant la Période de Clôture, le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, devra : (a) présenter, à la satisfaction de la Banque les documents justificatifs des dépenses effectuées à la charge du Projet et toutes les autres informations que la Banque pourrait demander, et (b) retourner à la Banque, au plus tard le dernier jour de la Période de Clôture, le solde non utilisé ou non dûment justifié des ressources décaissées sur la Contribution. S'il est prévu que les services d'audit soient financés avec les ressources de la Contribution et que lesdits services ne sont ni terminés ni payés avant l'échéance

de la Période de Clôture, le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, devra en informer et convenir avec la Banque d'une façon de permettre le paiement desdits services, et de restituer les ressources de la Contribution destinées à cette fin, dans le cas où la Banque ne recevrait pas les états financiers et autres rapports audités dans les délais prévus par le présent Accord.

CHAPITRE IV

Taux de change

Article 4.01 Taux de change. (a) Décaissements. La contre-valeur en dollars des Etats-Unis d'Amérique d'autres monnaies de change dans lesquelles pourraient se faire les décaissements de la Contribution sera calculée en appliquant le taux de change en vigueur sur le marché à la date du décaissement.

(b) Dépenses effectuées. La contre-valeur en dollars des Etats-Unis d'Amérique d'une dépense réalisée dans la monnaie du pays du Bénéficiaire sera calculée en utilisant l'un des taux de change suivants, conformément aux Clauses Spéciales du présent Accord : (i) le même taux de change que celui utilisé pour la conversion des ressources décaissées dans la monnaie de la Contribution en monnaie du pays du Bénéficiaire, ou (ii) le taux de change en vigueur dans le pays du Bénéficiaire à la date effective du paiement de la dépense dans la monnaie du pays du Bénéficiaire. Aux fins de remboursement des dépenses imputées sur la Contribution, le taux de change en vigueur à la date où la demande de remboursement est soumise à la Banque sera appliqué.

Article 4.02 Renonciation à une partie de la Contribution. Le Bénéficiaire peut renoncer, par notification écrite envoyée à la Banque, à son droit d'utiliser toute partie de la Contribution qui n'a pas été décaissée avant la réception de cette notification.

Article 4.03 Annulation Automatique d'une partie de la Contribution. A moins que la Banque ne convienne expressément et par écrit avec le Bénéficiaire de proroger les délais de décaissement, la partie de la Contribution qui n'aura pas été engagée ou décaissée, suivant le cas, dans le délai prévu, sera automatiquement annulée.

CHAPITRE V

Suspension des Décaissements et Echéance Anticipée

Article 5.01 Suspension des Décaissements. La Banque peut, par notification écrite au Bénéficiaire, suspendre les décaissements si l'une des circonstances suivantes se produit et tant qu'elle subsistera :

(a) La non-exécution par le Bénéficiaire de quelconque des autres obligations stipulées dans le ou les contrat(s) ou accord(s) conclu(s) avec la Banque pour financer le Projet.

(b) Le retrait ou la suspension, comme membre de la Banque, du pays où le Projet doit être exécuté.

(c) Quand le Projet ou les objectifs de la Contribution risquent de souffrir : (i) de toute restriction, modification ou amendement de la capacité légale, des fonctions ou du patrimoine du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'Exécution ; ou (ii) de toute modification ou amendement apporté sans l'accord écrit de la Banque, aux conditions de base remplies avant l'approbation par la Banque du financement non remboursable ou la signature de l'Accord. En pareil cas, la Banque a le droit de solliciter des informations justifiées et détaillées du Bénéficiaire et de l'Organisme d'Exécution. Après avoir entendu le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution et examiné les informations et les explications fournies, ou au cas où le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution ne répondrait pas, la Banque pourra suspendre les décaissements si elle juge que les changements apportés affectent de façon substantielle et défavorable le Projet ou rendent son exécution impossible.

(d) Lorsque le Bénéficiaire n'est pas un État membre, toute circonstance extraordinaire qui, de l'avis de la Banque, rend improbable la possibilité que le Bénéficiaire s'acquitte des obligations contractées dans l'Accord ou qu'il puisse atteindre les objectifs pour lesquels il fut conclu.

(e) Lorsque, conformément aux procédures de sanctions de la Banque, il est établi à n'importe quel stade de la passation de marché ou de l'exécution d'un contrat, qu'un employé, un agent ou un représentant du Bénéficiaire, de l'Organisme d'Exécution ou de l'Organisme Contractant a commis une Pratique Interdite.

Article 5.02 Echéance Anticipée ou Annulation partielles de montants non décaissés. (a)

La Banque pourra mettre fin à l'Accord pour la partie de la Contribution qui n'aura pas encore été décaissée : (i) si l'une des situations décrites dans les alinéas (a), (b) et (f) de l'Article 5.01 ci-dessus se prolonge pendant plus de soixante (60) jours, ou (ii) si l'information dont fait référence l'alinéa (c) de l'Article 5.01 ci-dessus, ou les déclarations ou informations supplémentaires fournies par le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, n'auront pas été satisfaisantes pour la Banque.

(b) En outre des dispositions prévues à l'alinéa (a) ci-dessus, la Banque pourra annuler la partie non décaissée de la Contribution destinée à l'acquisition de certains biens, travaux, services connexes ou services de conseil, si : (i) à un moment quelconque, elle détermine que ce marché a été passé sans respecter les procédures prévues dans le présent Accord ; ou (ii) conformément aux procédures de sanctions de la Banque, il est établi qu'une entreprise, entité ou personne soumissionnant pour ou participant à une activité financée par la Banque, y compris, entre autres, les candidats, les soumissionnaires, les entrepreneurs, les firmes de consultants et les consultants individuels, le personnel, les sous-traitants, les sous-consultants, les fournisseurs de biens ou les prestataires de services, les concessionnaires, le Bénéficiaire, l'Organismes d'Exécution ou l'Organisme Contractant (incluant leurs dirigeants, employés et agents respectifs, qu'ils soient expressément ou implicitement leurs agents) a commis une Pratique Interdite à n'importe quel stade de la passation de marché ou de l'exécution d'un contrat, lorsqu'il y a des preuves que le représentant du Bénéficiaire, l'Organisme d'Exécution ou

l'Organisme Contractant n'a pas pris les mesures correctives nécessaires (y compris, entre autres, l'envoi d'une notification adéquate à la Banque dès la prise de connaissance de la Pratique Interdite), dans un délai jugé raisonnable par la Banque.

Article 5.03 Pratiques Interdites. (a) Aux fins de cet Accord, une Pratique Interdite inclut les pratiques suivantes : (i) une « *pratique de corruption* » consiste à offrir, donner, recevoir ou solliciter directement ou indirectement quelque chose de valeur afin d'influencer indûment les actes d'une autre partie ; (ii) une « *pratique de fraude* » est un acte ou une omission, y compris une distorsion, qui, sciemment ou par imprudence, induit en erreur ou cherche à induire en erreur une partie afin de se procurer un avantage financier ou autre ou de se soustraire à une obligation ; (iii) une « *pratique de coercition* » consiste à porter atteinte ou à nuire, ou à menacer de porter atteinte ou de nuire directement ou indirectement à une partie ou à un bien d'une partie afin d'influencer indûment les actes d'une partie ; (iv) une « *pratique de collusion* » est une entente entre deux parties ou plus visant à atteindre un objectif inapproprié, notamment pour influencer indûment les actes d'une autre partie ; et (v) une « *pratique d'obstruction* » consiste (A) à délibérément détruire, falsifier, altérer ou dissimuler des preuves importantes pour l'enquête ou à faire de fausses déclarations aux enquêteurs, dans le but d'empêcher matériellement une enquête du Groupe de la Banque sur les allégations de pratiques de corruption, de fraude, de coercition ou de collusion ; et/ou menacer, harceler ou intimider toute partie dans le but de l'empêcher de divulguer sa connaissance de faits pertinents pour l'enquête ou de poursuivre l'enquête ; ou (B) en tout acte visant à empêcher significativement l'exercice des droits d'audit et d'inspection de la Banque prévus aux Articles 7.01(c), 7.02(e) et 7.04(g) des présentes Normes Générales.

(b) En plus des dispositions des Articles 5.01(e) et 5.02(b)(ii) des présentes Normes Générales, s'il est établi, conformément aux procédures de sanctions de la Banque, qu'une entreprise, entité ou personne soumissionnant pour ou participant à une activité financée par la Banque, y compris, entre autres, les candidats, les soumissionnaires, les entrepreneurs, les firmes de consultants et les consultants individuels, le personnel, les sous-traitants, les sous-consultants, les fournisseurs de biens ou les prestataires de services, les concessionnaires, le Bénéficiaire, l'Organismes d'Exécution ou l'Organisme Contractant (incluant leurs dirigeants, employés et agents respectifs, qu'ils soient expressément ou implicitement leurs agents) a commis une Pratique Interdite à n'importe quel stade de la passation de marché ou de l'exécution d'un contrat, , la Banque pourra :

- (i) décider de ne pas financer une proposition d'attribution d'un marché pour des travaux, des biens, des services connexes et des services de consultants financés par la Banque ;
- (ii) déclarer la passation de marché non-conforme pour obtenir le financement de la Banque, lorsqu'il y a des preuves que le représentant du Bénéficiaire, de l'Organisme d'Exécution ou de l'Organisme Contractant, n'a pas pris les mesures correctives nécessaires (y compris, entre autres, l'envoi d'une notification adéquate à la Banque dès la prise de connaissance de la Pratique Interdite), dans un délai jugé raisonnable par la Banque ;

- (iii) prononcer à l'entreprise, l'entité ou la personne une réprimande sous la forme d'une lettre officielle désavouant son comportement ;
- (iv) déclarer qu'une entreprise, une entité ou une personne est exclue, définitivement ou pour une période déterminée : (A) de l'attribution ou de la participation à des activités financées par la Banque ; et (B) d'être un sous-consultant, un sous-traitant, un fournisseur ou un prestataire de service désigné d'une entreprise autrement éligible à qui il a été accordé un contrat financé par la Banque ;
- (v) déférer l'affaire aux autorités chargées de veiller au respect de la loi ; et/ou
- (vi) imposer d'autres sanctions qu'elle juge appropriées selon les circonstances, y compris des amendes correspondant au remboursement des frais engagés par la Banque pour les enquêtes et les procédures.

(c) Les dispositions de l'Article 5.01(e) et de l'Article 5.03(b)(i) des présentes Normes Générales seront également applicables lorsque lesdites parties auront été suspendues d'éligibilité de se voir attribuer d'autres contrats en attente du résultat final d'une procédure de sanctions ou autre.

(d) L'imposition par la Banque de toute sanction mentionnée ci-dessus peut être rendue publique.

(e) Toute entreprise, entité ou personne soumissionnaire ou participant à une activité financée par la Banque, y compris, entre autres, les candidats, les soumissionnaires, les entrepreneurs, les firmes de consultants et les consultants individuels, le personnel, les sous-traitants, les sous-consultants, les fournisseurs de biens ou les prestataires de services, les concessionnaires, le Bénéficiaire, l'Organismes d'Exécution ou l'Organisme Contractant (incluant leurs dirigeants, employés et agents respectifs, qu'ils soient expressément ou implicitement leurs agents) peut faire l'objet de sanctions en vertu des accords qui peuvent exister entre la Banque et d'autres institutions financières internationales concernant l'exécution mutuelle de décisions d'exclusion. Aux fins de ce paragraphe, le terme « sanction » signifie toute exclusion, toute condition sur la future passation de marchés ou toute action publique entreprise en réponse à la violation du cadre applicable d'une institution financière internationale pour répondre aux allégations de Pratiques Interdites.

(f) Lorsque le Bénéficiaire acquiert des biens, des travaux ou des services autres que des services de conseil directement à partir d'un organisme spécialisé, ou sélectionne un organisme spécialisé pour lui fournir des services d'assistance technique dans le cadre d'un accord entre le Bénéficiaire et ledit organisme spécialisé, toutes les dispositions prévues dans cet Accord concernant les sanctions et les Pratiques Interdites s'appliqueront dans leur intégralité aux candidats, soumissionnaires, entrepreneurs, firmes de consultants et consultants individuels, au personnel, aux sous-traitants, sous-consultants, fournisseurs de biens ou prestataires de services, concessionnaires, (incluant leurs dirigeants, employés et agents respectifs, qu'ils soient expressément ou implicitement leurs agents) ou toute autre entité ayant signé des contrats avec ledit organisme

spécialisé pour la fourniture de biens, travaux ou services autres que des services de conseil en lien avec les activités financées par la Banque. La Banque garde le droit d'exiger du Bénéficiaire qu'il invoque des recours tels que la suspension ou la résiliation. Le Bénéficiaire s'engage à ce que les contrats conclus avec les organismes spécialisés incluent des dispositions obligeant ces organismes spécialisés à consulter la liste des entreprises ou personnes suspendues ou exclues tenue par la Banque. En cas de signature par un organisme spécialisé d'un contrat ou d'un bon de commande avec une entreprise ou une personne suspendue ou exclue par la Banque, celle-ci refusera de financer les dépenses y afférentes et prendra d'autres mesures appropriées, le cas échéant.

Article 5.04 Obligations non affectées. Nonobstant les dispositions des articles 5.01 et 5.02 ci-dessus, aucune des mesures prévues dans le présent Chapitre n'affectera le décaissement par la Banque : (a) des montants soumis à la garantie d'une lettre de crédit irrévocable ; et (b) des montants que la Banque s'est engagée spécifiquement par écrit avec le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution ou l'Organisme Contractant éventuel à fournir sur les ressources de la Contribution pour payer un fournisseur de biens et services ou de services de conseil. La Banque pourra considérer comme nul et non avenu l'engagement mentionné à l'alinéa (b) s'il est établi à la satisfaction de la Banque qu'une ou plusieurs des Pratiques Interdites ont été commises lors de la négociation ou l'exécution d'un contrat portant sur l'acquisition de travaux, de biens et de services ou de services de conseil.

Article 5.05 Non-renonciation aux Droits. Ni le retard accusé par la Banque dans l'exercice des droits accordés au titre du présent Accord, ni le non-exercice de ces droits ne pourront être interprétés comme une renonciation par la Banque auxdits droits ni comme une acceptation des circonstances qui, si elles s'étaient réalisées, l'auraient habilitée à les exercer.

Article 5.06 Dispositions Non Affectées. L'application des mesures établies dans le présent Chapitre n'affectera pas les obligations du Bénéficiaire établies dans cet Accord, lesquelles conserveront leur plein effet.

CHAPITRE VI

Exécution du Projet

Article 6.01 Dispositions Générales relatives à l'Exécution du Projet. (a) Le Bénéficiaire s'engage à ce que le Projet soit exécuté avec la diligence voulue et conformément aux normes financières et techniques et selon les plans, caractéristiques techniques, cahier des charges, calendriers d'investissements, budgets, règlements et autres documents que la Banque a approuvés. Il s'engage également à ce que toutes les obligations qui lui incombent soient honorées à la satisfaction de la Banque.

(b) Toute modification importante apportée aux plans, caractéristiques techniques, cahier des charges, calendriers d'investissements, budgets, règlements et autres documents que la Banque a approuvés, ainsi que tout changement de fond du contrat ou des contrats de biens ou de services financés sur les ressources destinées à l'exécution du Projet ou toute modification apportée aux catégories d'investissement exigent le consentement écrit de la Banque.

Article 6.02 Prix des Appels d'Offre. Les contrats d'exécution de travaux, d'achat de biens et de prestation de services aux fins du Projet se feront à un coût raisonnable qui sera généralement le prix le plus bas du marché, compte tenu de facteurs de qualité, d'efficacité et de tout autre facteur pertinent.

Article 6.03 Utilisation des Biens. Sauf autorisation expresse de la Banque, les biens acquis au moyen des ressources de la Contribution devront être consacrés exclusivement aux fins du Projet. Une fois l'exécution du Projet achevée, les machines et matériels de construction utilisés pour ladite exécution pourront être employés à d'autres fins.

Article 6.04 Ressources Additionnelles. (a) Le Bénéficiaire devra fournir en temps opportun toutes les ressources additionnelles à celles de la Contribution qui seront nécessaires à l'exécution complète et ininterrompue du Projet. Si pendant le processus de décaissement de la Contribution, il se produit une hausse du coût estimatif du Projet, la Banque pourra exiger la modification du calendrier d'investissements visé à l'alinéa (c) de l'Article 3.01 des présentes Normes Générales, pour que le Bénéficiaire puisse faire face à ladite hausse.

(b) Dans les soixante (60) premiers jours de chaque année civile d'exécution du Projet, le Bénéficiaire devra prouver à la Banque qu'il disposera en temps opportun des ressources nécessaires pour apporter la contribution locale au Projet au cours de l'année en question.

CHAPITRE VII

Système d'Information Financière et Contrôle Interne, Inspections, Rapports et Audit Externe

Article 7.01 Système d'Information Financière et Contrôle Interne. (a) Le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution ou l'Organisme Contractant, selon le cas, devra maintenir : (i) un système d'information financière acceptable pour la Banque qui permette de tenir un registre comptable, budgétaire et financier, et la publication d'états financiers et autres rapports connexes sur les ressources de la Contribution et d'autres sources de financement, le cas échéant ; et (ii) une structure de contrôle interne permettant la gestion efficace du Projet, assurant la fiabilité des informations financières, des registres et des archives physiques, numériques et électroniques, et permettant la réalisation des dispositions prévues dans le présent Accord.

(b) Le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution ou l'Organisme Contractant, selon le cas, s'engage à conserver les registres originaux du Projet pour une période minimum de trois (3) ans après la date stipulée pour le dernier décaissement de la Contribution, de façon à : (i) permettre l'identification des sommes reçues de la part des différentes sources ; (ii) consigner, conformément au système d'information financière approuvé par la Banque, les dépenses engagées sur le compte du Projet, tant avec les ressources de la Contribution qu'avec les autres fonds qui doivent être apportés pour son exécution totale ; (iii) inclure les détails nécessaires pour identifier les oeuvres réalisées, les biens acquis et les services contractés, ainsi que l'utilisation desdites oeuvres, biens et services ; (iv) mettre en évidence la conformité de l'autorisation et du paiement de l'oeuvre, bien ou service acquis ou contracté ; (v) inclure la

documentation liée au processus de passation de marchés, d'acquisition, d'emploi et d'exécution des contrats financés par la Banque et d'autres sources de financement, ce qui comprend, sans que ce soit limitatif : les appels d'offres, les offres groupées, les résumés, les évaluations des offres, les contrats, la correspondance, les produits et projets de travail, les factures, certificats et rapports de réception, les reçus y compris les documents liés au paiement de commissions, et les paiements aux représentants, consultants et contractants ; et (vi) démontrer le coût du projet pour chaque catégorie de son budget et les progrès physiques et financiers réalisés par les oeuvres, biens et services acquis ou contractés. Lorsqu'il s'agira de programmes de crédit, les registres devront préciser, en outre, les crédits alloués, les recouvrements effectués et l'utilisation de ceux-ci.

(c) Le Bénéficiaire s'engage à ce que les dossiers d'appel d'offre et les contrats financés avec les ressources de la Contribution qui sont conclus par le Bénéficiaire, l'Organisme d'Exécution ou l'Organisme Contractant, incluent une disposition requérant que les candidats, les soumissionnaires, les fournisseurs de biens ou prestataires de services ainsi que leurs représentants, les entrepreneurs, les consultants, le personnel, les sous-traitants, les sous-consultants ainsi que leurs représentants ou les concessionnaires conservent tous les documents et dossiers liés aux activités financées par la Banque pendant sept (7) ans après l'achèvement du travail prévu dans le contrat en question.

Article 7.02 Inspections. (a) La Banque pourra établir les procédures d'inspection qu'elle estime nécessaires pour garantir le déroulement satisfaisant du Projet.

(b) Le Bénéficiaire, l'Organisme d'Exécution et l'Organisme Contractant, selon le cas, devra autoriser la Banque à inspecter à tout moment le Projet, l'équipement et le matériel et à examiner les registres et documents que la Banque jugera utiles de connaître. Le personnel que la Banque enverra ou désignera comme enquêteur, agent, auditeur ou expert à cette fin devra pouvoir compter sur la totale collaboration des autorités concernées. Tous les coûts relatifs au transport, aux salaires et autres frais de ce personnel seront à la charge de la Banque.

(c) A la demande d'un représentant autorisé par la Banque, le Bénéficiaire, l'Organisme d'Exécution ou l'Organisme Contractant, selon le cas, fournira à la Banque tout document, y compris les documents relatifs à la passation de marchés. De plus, le Bénéficiaire, l'Organisme d'Exécution et l'Organisme Contractant devront, dans un délai jugé raisonnable, mettre leur personnel à la disposition de la Banque afin de répondre aux questions posées par le personnel de la Banque aux fins de procéder à l'examen et à l'audit des documents susmentionnés. Le Bénéficiaire, l'Organisme d'Exécution ou l'Organisme Contractant, selon le cas, devra fournir les documents dans un délai jugé raisonnable ou présenter une déclaration sous serment explicitant les raisons pour lesquelles la documentation demandée n'est pas disponible ou n'est pas fournie à la Banque.

(d) Si le Bénéficiaire, l'Organisme d'Exécution ou l'Organisme Contractant, selon le cas, se refuse à donner suite à la demande présentée par la Banque ou fait de quelque autre manière obstruction à une enquête de la Banque, la Banque, à sa seule discrétion, pourra prendre toute mesure appropriée contre le Bénéficiaire, l'Organisme d'Exécution ou l'Organisme Contractant, selon le cas.

(e) Le Bénéficiaire s'engage à ce que les dossiers d'appel d'offre et les contrats financés avec les ressources de la Contribution qui sont conclus par le Bénéficiaire, l'Organisme d'Exécution ou l'Organisme Contractant, incluent une disposition requérant que les candidats, les soumissionnaires, les fournisseurs de biens ou prestataires de services ainsi que leurs représentants, les entrepreneurs, les consultants, le personnel, les sous-traitants, les sous-consultants ainsi que leurs représentants ou les concessionnaires : (i) autorisent la Banque à examiner tout compte, tout dossier et tous autres documents relatifs à la soumission des propositions et à l'exécution du contrat, ainsi qu'à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par la Banque ; (ii) apportent pleinement leur soutien à la Banque dans son enquête ; (iii) fournissent tout document nécessaire à une enquête portant sur des allégations de Pratiques Interdites, et mettent à la disposition de la Banque leurs employés ou agents ayant connaissance des activités financées par la Banque pour répondre aux questions posées par le personnel de la Banque ou par tout enquêteur, agent, auditeur ou consultant dûment désigné aux fins de procéder à l'enquête. Si le candidat, soumissionnaire, fournisseur de biens ou prestataire de services ainsi que leurs représentants, entrepreneur, consultant, personnel, sous-traitant, sous-consultant ainsi que leurs représentants ou concessionnaire ne coopère et/ou ne se conforme pas aux demandes de la Banque ou fait de quelque autre manière que ce soit obstruction à toute enquête de la Banque, la Banque, à sa seule discrétion, peut prendre toute mesure appropriée contre le candidat, soumissionnaire, fournisseur de biens ou prestataire de services ainsi que leurs représentants, entrepreneur, consultant, personnel, sous-traitant, sous-consultant ainsi que leurs représentants ou concessionnaire en question.

Article 7.03 Rapports. Le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, présentera à la Banque les rapports relatifs à l'exécution du Projet et préparés conformément aux normes fixées à cet égard en accord avec la Banque dans les soixante (60) jours qui suivent la fin de chaque semestre ou dans tout autre délai convenu entre les parties ; ainsi que les autres rapports que la Banque pourra raisonnablement demander en ce qui concerne l'investissement des sommes octroyées, l'utilisation des biens acquis au moyen desdites sommes et le déroulement du Projet.

Article 7.04 Audit Externe. (a) Le Bénéficiaire s'engage à présenter lui-même, ou par l'intermédiaire de l'Organisme d'Exécution, à la Banque, dans les délais impartis, pendant la période et à la fréquence précisés dans les Clauses Spéciales du présent Accord, les états financiers du Projet et autres rapports, ainsi que l'information financière supplémentaire que la Banque pourra lui demander, conformément aux normes et principes de comptabilité jugés acceptables par la Banque.

(b) Le Bénéficiaire s'engage à ce que les états financiers et autres rapports précisés dans les Clauses Spéciales du présent Accord soient audités par des auditeurs indépendants jugés acceptables par la Banque, conformément aux normes et principes d'audit jugés acceptables par la Banque, et s'engage également à présenter, à la demande de la Banque, les informations relatives aux auditeurs indépendants contractés que celle-ci lui demandera.

(c) Le Bénéficiaire s'engage à sélectionner et à embaucher, lui-même ou par l'intermédiaire de l'Organisme d'Exécution, les auditeurs indépendants nécessaires pour la présentation en temps voulu des états financiers et autres rapports mentionnés dans le point (b) précédent, au plus tard quatre (4) mois avant la clôture de chaque exercice budgétaire du pays du

Bénéficiaire, à partir de la date d'entrée en vigueur du présent Accord, ou dans tout autre délai convenu entre les parties, conformément aux procédures et cahiers des charges précédemment acceptés par la Banque. Le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, devra autoriser les auditeurs à fournir à la Banque les informations supplémentaires que celle-ci pourra raisonnablement demander, en rapport avec les états financiers et autres rapports audités.

(d) Dans les cas où l'audit est à la charge d'un organisme officiel de contrôle et que celui-ci ne puisse effectuer son travail dans des conditions satisfaisantes pour la Banque, ou dans les délais impartis, dans la période et à la fréquence précisées dans le présent Accord, le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, sélectionnera et contractera les services d'auditeurs indépendants jugés acceptables par la Banque, conformément aux dispositions indiquées dans le point (c) précédent.

(e) Sans préjudice des dispositions énoncées dans les points précédents, la Banque, à titre exceptionnel et suite à un accord préalable entre les parties, pourra sélectionner et contracter les services d'auditeurs indépendants pour la préparation des états financiers et autres rapports audités prévus dans le présent Accord, lorsque : (i) la Banque gagne un avantage à sélectionner et à contracter lesdits services ; ou (ii) les services d'entreprises privées et comptables publiques indépendantes qualifiées dans le pays sont limités ; ou (iii) il existe des circonstances spéciales qui justifient que la Banque sélectionne et contracte lesdits services.

(f) La Banque se réserve le droit de demander au Bénéficiaire ou à l'Organisme d'Exécution, selon le cas, la réalisation d'un autre type d'audit externe ou de travaux liés à l'audit de projets, de l'Organisme d'Exécution et d'entités qui y sont liées, du système d'information financière et des comptes bancaires du Projet, entre autres. La nature, fréquence, portée, opportunité, méthodologie, le type de normes d'audit applicables, les rapports, procédures de sélection et cahiers des charges seront établis d'un commun accord entre les parties.

(g) Le Bénéficiaire s'engage à ce que les dossiers d'appel d'offre et les contrats financés avec les ressources de la Contribution qui sont conclus par le Bénéficiaire, l'Organisme d'Exécution ou l'Organisme Contractant, incluent une disposition requérant que les candidats, les soumissionnaires, les fournisseurs de biens ou prestataires de services ainsi que leurs représentants, les entrepreneurs, les consultants, le personnel, les sous-traitants, les sous-consultants ainsi que leurs représentants ou les concessionnaires autorisent la Banque à examiner tout compte, tout dossier et tous autres documents relatifs à la soumission des propositions et à l'exécution du contrat, ainsi qu'à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par la Banque.

CHAPITRE VIII

Dispositions concernant les Charges et Exonérations

Article 8.01 Impôts. Le Bénéficiaire s'engage à assumer la charge de tout impôt, taxe ou droit applicable à la conclusion, à l'inscription ou à l'exécution du présent Accord.

CHAPITRE IX

Procédure d'Arbitrage

Article 9.01 Composition du Tribunal. Le Tribunal arbitral sera composé de trois membres qui seront désignés de la manière suivante : un membre désigné par la Banque, un autre par le Bénéficiaire et un troisième, ci-après dénommé le « Tiers-arbitre », par accord direct entre les parties ou par l'intermédiaire de leurs arbitres respectifs. Si les parties ou les arbitres ne parviennent pas à se mettre d'accord sur la personne du Tiers-arbitre, ou si l'une des parties n'est pas en mesure de désigner des arbitres, le Tiers-arbitre sera désigné à la demande de l'une ou l'autre des parties par le Secrétaire Général de l'Organisation des États Américains. Si l'une des parties ne désigne pas d'arbitre, celui-ci sera désigné par le Tiers-arbitre. Si l'un des arbitres désignés ou si le Tiers-arbitre ne souhaite pas ou ne peut pas s'acquitter ou continuer de s'acquitter de ses fonctions, il sera remplacé de la même façon que pour sa désignation initiale. Le successeur remplira les mêmes fonctions et attributions que son prédécesseur.

Article 9.02 Engagement de la Procédure. Pour soumettre le différend à la procédure d'arbitrage, la partie requérante adressera à l'autre une communication écrite exposant la nature de la réclamation, la satisfaction ou la réparation exigée et le nom de l'arbitre qu'elle désigne. La partie qui aura reçu cette communication devra, dans un délai de quarante cinq (45) jours, communiquer à la partie adverse le nom de la personne qu'elle désigne comme arbitre. Si, dans un délai de trente (30) jours à compter de la remise de la communication au requérant, les parties ne se sont pas mises d'accord sur la personne du Tiers-arbitre, l'une ou l'autre des parties pourra recourir au Secrétaire Général de l'Organisation des États Américains pour que celui-ci effectue la désignation.

Article 9.03 Convocation du Tribunal. Le Tribunal arbitral sera convoqué à Washington, District de Columbia, États-Unis d'Amérique, à la date choisie par le Tiers-arbitre, et, une fois convoqué, il se réunira aux dates que déterminera le Tribunal lui-même.

Article 9.04 Procédure. (a) Le Tribunal sera compétent pour connaître uniquement des points du différend. Il adoptera sa propre procédure et pourra de sa propre initiative, désigner les experts qu'il estime nécessaires. Dans tous les cas, il devra donner aux parties l'occasion de présenter leurs points en audience.

(b) Le Tribunal jugera en équité, en se fondant sur les termes de l'Accord, et prononcera sa sentence même dans le cas où l'une des parties manquerait à son devoir de comparution ou de déposition.

(c) La sentence sera rendue par écrit et décidée par vote concordant de deux membres au moins du Tribunal ; elle devra être rendue dans un délai approximatif de soixante (60) jours à compter de la date de la nomination du Tiers-arbitre, à moins que le Tribunal ne décide que pour des circonstances spéciales et imprévues ce délai doive être prorogé. La sentence sera notifiée aux parties par communication signée au moins par deux membres du Tribunal et devra être exécutée dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de la notification. La sentence sera définitive et ne sera susceptible d'aucun appel.

Article 9.05 Frais. Les honoraires de chaque arbitre seront versés par la partie qui l'aura désigné et les honoraires du Tiers-arbitre seront pris en charge par les deux parties à part égale. Avant que le Tribunal ne se réunisse, les parties détermineront les honoraires des autres personnes qui, d'un commun accord, seront invitées à intervenir dans la procédure d'arbitrage. Si l'accord ne se produit pas en temps opportun, le Tribunal fixera lui-même la rémunération qui serait raisonnable pour de telles personnes, compte tenu des circonstances. Chaque partie s'acquittera de ses propres frais au titre de la procédure, mais les frais du Tribunal seront pris en charge par les parties à part égale. Tout doute concernant la répartition des frais ou les modalités de paiement sera tranché par le Tribunal sans recours possible.

Article 9.06 Notifications. Toute notification relative à l'arbitrage ou à la sentence se fera sous la forme prévue dans le présent Accord. Les parties renoncent à toute autre forme de notification.

ANNEXE

LE PROGRAMME

Services d'Aide aux Entreprises et de Formation Programme d'Investissement

I. Objectif

- 1.01** L'objectif général du Programme est d'améliorer la productivité des micros, petites et moyennes entreprises (MPME). Pour cela, des services d'aide aux entreprises et de formation (SAEF) seront fournis aux MPME éligibles de façon à atteindre les résultats escomptés suivants : (i) améliorer leur accès au crédit ; et (ii) renforcer leur capacité de remboursement.
- 1.02** Afin d'atteindre ces résultats, le Programme, outre la fourniture de SAEF aux MPME éligibles, devrait également fournir de l'assistance technique et des services de conseil visant à : (i) identifier les MPME éligibles opérant dans les chaînes de production à fort potentiel de croissance ; (ii) élargir et renforcer la capacité d'offre et la performance des fournisseurs locaux de SAEF ; (iii) renforcer les capacités d'analyse de risque des établissements financiers locaux (EFL) éligibles au Fonds d'Investissement Social (FIS) et au Fonds de Garantie Partielle de Crédit pour le Développement des Entreprises (PCGF) dans le cadre des projets d'investissement des MPME, ainsi que leur capacité à pénétrer dans ce segment de marché avec des stratégies de crédit et des instruments adéquats ; et (iv) appuyer l'exécution stratégique, administrative et technique du Programme.

II. Description

- 2.01** Pour atteindre l'objectif décrit ci-dessus, le Programme comporte les composantes suivantes :

Composante I. Fourniture de SAEF

- 2.02** Dans le cadre de cette composante, le Programme offrira des SAEF aux MPME éligibles. Ces services viseront à améliorer leur accès aux marchés de biens et de services, notamment au marché du crédit, ainsi que leur capacité à devenir plus productives et plus formelles sur le plan financier. Plus précisément, cette composante offrira, par le biais de deux sous-composantes, deux types de services utilisant un mécanisme de subventions de contrepartie:¹ (i) une assistance technique pour élaborer ou revoir les plans d'affaires des MPME ; et (ii) une assistance technique et une formation afin de soutenir la mise en œuvre des plans d'affaires des MPME, une fois un nouveau crédit obtenu.

¹ Les contributions du Programme et des MPME seront définies dans le Règlement Opérationnel du Programme.

- 2.03** Sous-composante I.a: Des SAEF à l'appui de la formulation ou de l'examen des plans d'affaires des MPME. Cette sous-composante comprendra une assistance technique sur : (i) la compilation et la systématisation des informations financières ainsi que sur l'élaboration des états financiers qu'elles étayent, dans le cas des PME ; (ii) des conceptions techniques pour l'élaboration des plans d'investissement pour la rénovation, la construction ou l'acquisition d'immobilisations ; et (iii) l'élaboration ou la révision des plans d'affaires. Outre l'évaluation technique et financière d'un projet d'investissement d'une entreprise, un plan d'affaires doit identifier les aspects critiques qui, s'ils sont traités, pourraient améliorer sa performance. Comme décrit ci-dessous, dans la Sous-composante I.b, le Programme offre un soutien supplémentaire aux entreprises pour répondre à ces aspects critiques si elles accèdent au crédit mentionné dans la Sous-composante I.b.
- 2.04** Sous-composante I.b: Des SAEF à l'appui de la mise en œuvre des plans d'affaires des MPME. Dans cette Sous-composante, le Programme fournira aux MPME, si elles sont qualifiées pour recevoir un crédit de la part d'un EFL éligible, une assistance technique sous la forme de services de conseils et la formation nécessaires pour répondre aux difficultés les plus urgentes à surmonter pour le développement des entreprises ; ces difficultés ayant été identifiées dans les procès de formulation des plans d'affaires des MPME. Cet appui inclut : (i) toute certification de qualité ou norme de gestion exigée par le marché des entreprises ; (ii) des réaménagements d'installations adéquates qui pourraient améliorer les procédés de production ; (iii) des améliorations dans la gestion administrative et financière ainsi que dans les contrôles internes ; (iv) des systèmes d'information pour améliorer l'efficacité de l'entreprise et sa productivité ; (v) des améliorations sur le plan du marketing, de la gestion et/ou de la productivité ; (vi) la formation des salariés en place ou des nouveaux salariés ; (vii) l'adoption de technologies, innovations, des alliances d'entreprises et la promotion des exportations ; et (viii) l'accès à des sources de financement de l'investissement non traditionnelles (telles que les fonds propres).
- 2.05** Les bénéficiaires ultimes du Programme (les MPME bénéficiaires de la Composante I) fourniront des ressources en contrepartie. Les contributions du Programme et celles des MPME seront définies dans le Règlement Opérationnel du Programme (ROP) décrit dans la section IV ci-dessous de cette Annexe. Le procès opérationnel de la fourniture de SAEF sera aussi décrit dans le ROP.

Composante II: Soutien pour les fournisseurs de SAEF ainsi que pour les EFL admis à bénéficier du FIS/PCGF

- 2.06** Étant donné que le Programme vise à aider les MPME bénéficiaires, grâce à la fourniture de SAEF, à avoir accès au crédit et à améliorer leurs capacités de gestion, techniques et commerciales, il est également nécessaire d'appuyer la promotion des services et fournir un appui aux fournisseurs de SAEF et aux EFL admis à bénéficier du FIS/PCGF pour les aider à atteindre les objectifs de la Composante I.

- 2.07** Sous-composante II.a: Soutien pour promouvoir activement le Programme et identifier les MPME bénéficiaires potentielles dans les secteurs et les chaînes de valeur à forte croissance. Dans cette sous-composante, des experts seraient embauchés en fonction des besoins à cette fin.
- 2.08** Sous-composante II.b: Soutien pour améliorer l'offre de SAEF. Étant donné le sous-développement relatif du marché SAEF et sa capacité d'offre apparemment limitée, cette sous-composante viserait à soutenir son développement global au moyen de la conception, de la mise en œuvre et de la gestion d'un registre de fournisseurs de SAEF qui offrirait des informations permanentes et transparentes sur ces fournisseurs, y compris leurs noms, leurs domaines d'expertise, leur expérience professionnelle et leurs zones géographiques d'influence. Pour participer au Programme, les fournisseurs de SAEF seraient homologués par la ES grâce à un processus de sélection basé essentiellement sur leurs connaissances et leur capacité à transférer des connaissances et des compétences aux MPME au moyen de l'assistance technique et de la formation. Afin d'assurer la qualité des SAEF fournis dans le cadre du Programme, un système de contrôle de la qualité et d'évaluation périodique des fournisseurs sera mis en place. Ce système reposerait, notamment, sur les évaluations de performance des MPME bénéficiaires. Afin de niveler la qualité des différents fournisseurs de SAEF, cette sous-composante comprendrait également des ressources visant à : (i) établir, tester et valider des normes de qualité pour les SAEF les plus couramment demandés ; et (ii) former les fournisseurs sur la façon d'améliorer la qualité de leurs services et leur efficacité afin de satisfaire les besoins de leurs clients, en particulier dans les domaines tels que la formulation et la mise en œuvre des plans d'affaires.
- 2.09** Sous-composante II.c: Soutien aux EFL éligibles au FIS/PCGF. Cette Sous-composante financera des activités telles que : (i) la formation du personnel responsable du crédit des EFL sur la façon d'analyser les risques inhérents aux plans d'affaires à l'appui des projets d'investissement des MPME. La formation portera sur des aspects comme le processus de production des principaux secteurs productifs de l'économie, les sources et la structures de leurs produits et charges d'exploitation, les différentes méthodes d'évaluation des projets et les facteurs pertinents qui devraient être pris en considération pour évaluer les risques des projets dans ces secteurs ; (ii) l'assistance technique sur les stratégies et les instruments de financement afin de répondre plus efficacement aux besoins en crédit des MPME ; et (iii) la préparation de rapports périodiques sur la structure, la performance et les perspectives, à la fois sous l'angle économique et technique, des principaux secteurs productifs. Ces rapports seraient diffusés au niveau des EFL éligibles au FIS/PCGF, des fournisseurs de SAEF et des autres acteurs concernés.

Composante III. Gestion administrative et financière et assistance à l'appui de l'exécution technique du Programme

- 2.10** Cette composante, financera la gestion opérationnelle, administrative, financière et technique du Programme en distinguant la gestion opérationnelle et administrative, qui seront gérés directement par le FDI, et la gestion technique, qui sera gérée par une

entreprise spécialisée (ES). Cette composante, financera également les audits annuels du Programme ainsi que les autres dépenses nécessaires pour un bon fonctionnement du Programme, y compris une évaluation d'impact à la fin de son exécution.

III. Budget

- 3.01** Le coût total du Programme s'élève à douze millions cinq cent dix mil dollars (ÉU\$12.510.000), dont 11 millions de dollars US financés par le mécanisme de dons de la BID et les 1,51 million de dollars US restants par les contributions attendues des bénéficiaires ultimes.

Coûts et Financement du Programme par Source (en milliers de ÉU\$)

Description	Mécanisme de dons de la BID	Contribution des bénéficiaires (MPME)*	Total BID & MPME
Composante I	6,07	1,51	7,58
Composante II	1,69	0,00	1,69
Composante III	3,24	0,00	3,24
COUT TOTAL	11,00	1,51	12,51

* Il est probable que le Programme obtienne un cofinancement ou financement parallèle jusqu'au montant de vingt quatre millions de dollars (ÉU\$24.000.000). Dans ce cas, les ressources additionnelles seront réparties dans les trois composantes du Programme suivant la même proportion décrite dans le tableau antérieur. De la même façon, le nombre d'entreprises qui bénéficieront du Programme augmentera, de même que les fonds de contrepartie.

IV. Exécution

- 4.01** Le Bénéficiaire du Programme sera la République d'Haïti et l'Organisme d'Exécution sera le Fonds de Développement Industriel (FDI). Les ressources du Programme seront transférées à le FDI aux termes d'un Protocole d'Accord signé entre le Ministère des Finances (MF) et le FDI, sous réserve de l'absence d'objection de la part de la Banque.
- 4.02** Modalités d'exécution. Le FDI sera responsable de la gestion stratégique administrative et financière du Programme avec l'appui d'une entreprise spécialisée (ES) engagée pour gérer la gestion technique. Les fonctions du FDI dans le cadre du Programme comprendront : (i) assurer l'accomplissement stricte des normes établies dans cet Accord et le ROP ; (ii) présider la Comité Stratégique (CS) du Programme décrit dans le paragraphe 4.05 ci-dessous ; (iii) sélectionner et engager l'ES et superviser sa performance globale ; (iv) désigner une équipe de gestion du Programme et du chef du Programme (le GP) ; (v) superviser sa performance ciblée, notamment en ce qui concerne : (a) la planification de l'exécution ; (b) la passation de marchés et de contrats ; (c) les décaissements ; (d) les contrôles internes ; (e) le suivi et l'évaluation ; (f) des rapports périodiques ; et (vi) toute autre fonction jugée nécessaire pour exécuter le Programme de façon efficiente et efficace.
- 4.03** Aux fins de l'exécution, le FDI désignera une équipe de gestion du Programme et du chef du Programme, dont les responsabilités comprendront la supervision directe de la gestion administrative et financière du Programme au quotidien. Le GP fera rapport au Directeur

Général du FDI et bénéficiera de tout le soutien administratif de l'institution pour s'acquitter de son mandat.

4.04 Pour soutenir le FDI au niveau de l'exécution technique et, de ce fait, le GP dans ses fonctions et ses responsabilités, une ES sera engagée à partir des ressources du Programme, sur la base de termes de référence convenus avec la Banque. Les responsabilités principales de l'ES comprendront, entre autres :

- (i) du point de vue des types des services (Sous-composante I.a et I.b), la proposition de la typologie des SAEF, le plan de travail et des budgets de tous les SAEF et d'autres types de propositions d'assistance technique ;
- (ii) du point de vue des entreprises bénéficiaires (Sous-composante I.a et I.b): (a) l'élaboration et la mise en œuvre d'une méthodologie pour leur présélection sur la base de leur viabilité économique et financière ; (b) la vérification de l'éligibilité des entreprises bénéficiaires ; (c) la détermination des types de services à fournir ; et (d) la construction et l'actualisation continue du registre des entreprises bénéficiaires de SAEF ;
- (iii) du point de vue de la définition des montants des SAEFs (Sous-composante I.a et I.b), leur présentation pour l'approbation du Comité Exécutif (CE) ;
- (iv) du point de vue de la promotion des SAEF (Sous-composante II.a), la détermination des filières qui mérite un appui direct pour identifier les MPME bénéficiaires potentielles ;
- (v) du point de vue des fournisseurs (Sous-composante II.b) : (a) l'élaboration et la mise en œuvre d'une méthodologie pour la présélection des entreprises éligibles ; (b) la vérification de leur éligibilité ; (c) l'identification des fournisseurs spécialisés de SAEF sur les marchés étrangers lorsqu'ils ne sont pas disponibles localement et (d) la construction et l'actualisation continue d'un registre ; et
- (vi) du point de vue de l'appui aux EFL éligibles (Sous-composante II.c) : (a) la détermination des types de services à développer ; (b) l'identification des EFL bénéficiaires ; et (c) la quantification des montants ciblées à leur instrumentation.

La FDI supervisera la performance globale de l'ES sur la base de termes de référence mentionnés ci-dessus.

4.05 Afin d'assurer la transparence et la responsabilisation dans la mise en œuvre du Programme et de faciliter son exécution stratégique et au quotidien, deux comités composés de représentants des secteurs public et privé seront mis en place: un Comité Stratégique (CS) et un Comité Exécutif (CE). Le CS approuvera, notamment, les plans de travail annuels du Programme, et toute conception et/ou la stratégie visant à améliorer l'efficacité des activités de chaque composante du Programme, tout exercice

d'évaluation, ainsi que tout ajustement dans la gestion du Programme, sous réserve de l'approbation préalable de la Banque. Le CE, en revanche, aura comme objectifs : (i) d'approuver, au cas par cas, l'éligibilité des entreprises bénéficiaires, les projets des entreprises qui seront soutenus, et l'affectation des ressources qui les appuieront ; (ii) d'approuver les fournisseurs ; et (iii) d'approuver les appuis aux EFL.

4.06 Éligibilité des bénéficiaires. *Dans le cas des petites et moyennes entreprises (PME)*, elles doivent : (a) être économiquement et financièrement viables, suite à une évaluation préliminaire ; (b) être conformes aux critères d'une PME² ; et (c) avoir des plans d'expansion/amélioration correspondant à une fourchette de valeurs devant être définie dans le ROP. *Dans le cas des micro-entreprises*, elles doivent : (a) se conformer aux critères d'une micro-entreprise ; (b) avoir des antécédents de crédit auprès d'une institution de micro-finance (IMF) éligible au FIS ou d'un crédit coopératif ; (c) avoir un plan d'expansion/amélioration d'un montant minimum devant être défini dans le ROP ; et (d) pouvoir s'associer à cinq (5) micro-entreprises ou plus pour recevoir le soutien du Programme, de préférence dans le contexte d'une chaîne de valeur dans une relation client-fournisseur.

4.07 Mécanismes de fourniture du soutien SAEF. Les mécanismes de fourniture de ces services aux PME et aux micro-entreprises dans la Composante I seront légèrement différents en raison de la nature différente de leurs besoins d'investissement et du montant de leurs besoins de financement. *Pour les PME*: Une fois que l'éligibilité d'une PME soit confirmée, elle recevra un soutien SAEF pour l'élaboration ou la révision de son plan d'affaires. Dans le cas des PME qui n'ont jamais eu accès au crédit, elles peuvent d'abord demander un soutien SAEF pour compiler et systématiser leurs informations financières. Ces entreprises n'obtiendront un soutien pour démarrer la formulation de leur plan d'affaires qu'une fois que le CE, l'aura approuvé. Si un EFL éligible au FIS/PCGF décide de financer le plan d'affaires d'une PME, la PME pourrait demander un soutien SAEF supplémentaire pour sa mise en œuvre, à condition que cela soit envisagé dans le plan. *Dans le cas des micro-entreprises*, un modèle modifié de fourniture de services sera utilisé conformément aux meilleures pratiques internationales. Compte tenu des besoins d'investissement relativement simples et homogènes de ces entreprises et de la taille réduite de leurs besoins en financement, elles devront recevoir un soutien en tant que groupe pour la formulation et la mise en œuvre de leurs plans d'affaires par l'entremise des IMF éligibles au FIS. Faute de quoi, il serait difficile de justifier le coût du soutien qui leur serait apporté. Après avoir identifié plusieurs micro-entreprises bénéficiaires ayant des besoins SAEF et en investissements similaires, de préférence dans la même chaîne de valeur dans une relation client-fournisseur avec une plus grande entreprise, l'IMF éligible au FIS, au nom de ces entreprises, prépare une demande simple de SAEF pour la formulation de leurs plans d'affaires de base. Une fois confirmée l'éligibilité de ces entreprises et l'intérêt potentiel du FIS pour cofinancer leurs

² PME : (a) ont entre 10 et 100 employés (à l'exception des entreprises du secteur de l'habillement, qui ont jusqu'à 500 employés) ; (b) ont des actifs dont la valeur se situe entre 5 et 50 millions de Gourdes (c'est-à-dire entre ÉU\$125.000 et ÉU\$1.250.000 dollars) ; ou (c) ont un chiffre d'affaires annuel compris entre 5 et 50 millions de Gourdes (c'est-à-dire entre ÉU\$125.000 et ÉU\$1.250.000 dollars). Sur la base de ces critères, on pourrait déduire que les micro-entreprises : (a) ont moins de 10 employés ; ou (b) ont un chiffre d'affaires annuel ou des actifs inférieurs à 5 millions de Gourdes (c'est-à-dire ÉU\$125.000 dollars).

plans d'expansion, le CE approuvera le soutien SAEF pour la préparation des plans d'affaires. Si une IMF éligible au FIS décide de financer les plans d'affaires des entreprises qui en résultent, elle pourrait demander un soutien SAEF supplémentaire pour les mettre en œuvre, sous réserve que ce type de soutien soit prévu dans les plans d'affaires.

- 4.08** Les SAEF dont les MPME bénéficiaires ont besoin seront exécutés en vertu d'un contrat entre elles et les fournisseurs sélectionnés par elles, ou par une IMF dans le cas des micro-entreprises, dans le registre des fournisseurs de SAEF. Ce contrat établirait le plan de travail, les produits à mettre au point, le temps nécessaire pour les obtenir et le coût des services. La responsabilité de la réalisation du contrat incombera aux MPME bénéficiaires, sous la supervision du FDI.
- 4.09** Mécanismes de paiement pour SAEF rendus. Les fournisseurs de SAEF recevront à la signature du contrat une avance du prix du contrat ; les pourcentages de l'avance et des paiements subséquents seront définis dans le ROP ; les secondes et subséquents paiements seront payés une fois que le FDI aura approuvé leurs produits sur la base de la recommandation technique de l'ES. Le paiement pour les services rendus dans le cadre de la formulation et de la mise en œuvre des plans d'affaires serait partagé entre le Programme et l'entreprise bénéficiaire dans des proportions devant être définies dans le ROP, la contribution du Programme étant plafonnée à un certain montant en dollars. Les modalités de paiements des contributions des MPMEs seront aussi établies dans le ROP.
- 4.10** Règlement Opérationnel du Programme (ROP). Le ROP contiendrait les réglementations pour l'exécution des trois composantes du Programme. Il devrait : (i) être compatible avec les politiques et les réglementations de la République d'Haïti, du FDI et de la Banque ; et (ii) refléter les détails opérationnels du Programme. L'entrée en vigueur du ROP convenu avec la Banque constituera une condition préalable au premier décaissement conformément à la Clause 2.02 (iv) des Clauses Spéciales de cet Accord. Les responsabilités de tous les acteurs du Programme seront ajustées et actualisées dans le ROP pour faciliter l'exécution du Programme, tout en minimisant les risques.
- 4.11** Décaissements. Les décaissements seront effectués au moyen d'avances. Conformément aux politiques de la Banque, ces avances seront équivalentes à quatre mois de besoins en liquidités du Programme calculés sur la base d'un plan de trésorerie de douze mois devant être préparé par le FDI.

V. Suivi

- 5.01** Le FDI préparera et présentera à la Banque, pour l'objet de suivi, en addition des rapports semestriels conformément à la Clause 4.01 (b) des Clauses Spéciales de cet Accord : (i) un rapport à mi-parcours, dans les 90 jours suivantes 24 mois après la date du premier décaissement de la Contribution ; et (ii) un rapport final dans les 90 jours suivantes à la fin de l'exécution du Programme. Les rapports seront préparés en conformité avec les engagements convenus, comme reflétés dans la matrice des résultats du Programme et devraient contenir les données et informations démontrant les acquis des activités du

Programme, des produits et des résultats, au fur et à mesure qu'ils se concrétisent, les problèmes d'exécution et/ou les risques identifiés ainsi que les mesures proposées pour régler ou atténuer ces problèmes et/ou risques, et le degré de conformité avec les conditions environnementaux. Les rapports seront préparés par le EGP de la FDI.

- 5.02** Le Programme financera le design et le mis en œuvre d'un système d'information du Programme, qui contiendra tous les informations et les registres administratives de toutes les activités financés par le Programme ainsi que les informations utiles des MPME qui demande le support du Programme (incluent les informations basiques et les autre informations des MPME comme partie des procès de éligibilité et sélection pour le Programme).